



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Comité national de l'hydrogène Question au Gouvernement n° 3358

Texte de la question

COMITÉ NATIONAL DE L'HYDROGÈNE

M. le président. La parole est à M. Michel Delpon.

M. Michel Delpon. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la relance, le budget de l'écologie représente le tiers du plan de relance, soit 30 milliards d'euros et le double du budget initial. C'est un signal fort de la volonté du Gouvernement d'accélérer la transition environnementale et de réconcilier l'écologie et l'économie pour le monde d'après.

Une lecture attentive du PLF pour 2021 démontre que certaines dispositions sur l'énergie, les risques naturels, la biodiversité et les transports sont additionnelles. Ainsi, ce ne sont pas 30 milliards qui ont été octroyés aux dépenses vertes, favorables à l'environnement, mais bien 42,8 milliards. Elles concernent la lutte contre le réchauffement climatique, la prévention des risques naturels, la gestion de la ressource en eau, l'économie circulaire et la gestion des déchets, la lutte contre les pollutions et la protection de la biodiversité.

En ma qualité de coprésident du groupe d'études hydrogène de l'Assemblée nationale, je salue le travail collégial réalisé entre les députés, le Gouvernement et la filière hydrogène, qui a permis d'allouer un budget de 7,2 milliards à cette énergie d'ici à 2030, dont 2 milliards pour les années 2021 et 2022. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Je vous remercie, car nous y travaillions depuis trois ans !

Quel chemin parcouru depuis ma première question sur l'hydrogène, en mai 2018 ! Elle avait d'ailleurs été suivie d'un premier plan d'amorçage doté de 100 millions et couronné de succès, puisque les AMI – appels à manifestation d'intérêt – lancés par l'ADEME, l'Agence de la transition écologique, avaient recueilli de nombreuses réponses.

Notre maîtrise technologique et ce budget d'ampleur dans le cadre de France relance nous permettent de nous propulser au rang des leaders européens. La création d'un Comité national de l'hydrogène satisfait notre attente en matière de gouvernance. Pouvez-vous nous apporter des précisions sur son organisation, son déploiement, ses missions, l'assiette de répartition de ses budgets et son calendrier de mise en œuvre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie. Monsieur Delpon, permettez-moi tout d'abord de saluer le travail que vous avez accompli en votre qualité de coprésident du groupe d'études sur l'hydrogène. Ce travail a bien évidemment nourri le plan hydrogène ambitieux que Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, ont présenté

début septembre.

Dans le cadre de ce plan, vous l'avez mentionné, 7 milliards d'euros seront investis, qui permettront à la France de se positionner parmi les leaders mondiaux de l'hydrogène non pas gris, mais vert – nous assumons totalement ce choix –, c'est-à-dire de l'hydrogène décarboné, celui qui permettra de réaliser la transition écologique et énergétique.

Que voulons-nous faire ? Nous voulons faire de la France, je l'ai dit, l'un des leaders mondiaux dans ce domaine d'ici à 2030. Nous voulons faire émerger dès demain les entreprises qui seront les maillons indispensables de cette filière industrielle. Nous voulons également faire de l'hydrogène l'une des technologies incontournables pour la décarbonation, d'une part, de nos activités industrielles et, d'autre part, de nos mobilités. Je pense au train à hydrogène, au moteur à hydrogène pour les voitures et les transports en commun, mais aussi à l'avion à hydrogène – horizon que j'espère atteignable –, sur lequel Airbus a annoncé récemment son intention de s'engager.

Pour réaliser ces ambitions, les 7 milliards d'euros en question seront déployés très prochainement. Nous soutenons en parallèle le lancement d'un IPCEI, un projet important d'intérêt européen commun, qui sera à l'image de l'« Airbus de la batterie ». Cela nous permettra d'installer, dans les prochaines années, des *gigafactories* autour de l'hydrogène et de créer de l'emploi, car il s'agit aussi de relocaliser des emplois et de construire notre souveraineté technologique.

Le Comité national de l'hydrogène sera installé prochainement. Présidé par le ministre chargé de l'économie, il réunira l'ensemble des entreprises de la filière, petites et grandes, ainsi que les entreprises d'autres filières qui sont à leur service, notamment du secteur automobile. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Delpon](#)

Circonscription : Dordogne (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3358

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 septembre 2020](#)